

## Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

### Absents :

## Hôtel Richer de Belleval place de la Canourgue Mise en vente

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'hôtel particulier Richer de Belleval, immeuble partiellement inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 18 août 1950, situé 6 rue de l'Hôtel de Ville, en bordure de la place de la Canourgue (cadastré HR 137).

Les héritiers De Belleval ont cédé l'immeuble à la commune de Montpellier le 6 septembre 1816 pour y implanter l'hôtel de ville.

Cette affectation a perduré jusqu'en 1975, date à laquelle la mairie a été déplacée au Polygone.

Le bâtiment a alors été mis à la disposition du ministère de la justice en 1976 pour abriter le tribunal d'instance puis le conseil des prud'hommes jusqu'en 2010.

L'immeuble, peu entretenu depuis 1971, est inoccupé depuis 2010.

Compte tenu de la dégradation des éléments architecturaux remarquables de cet ensemble immobilier à forte valeur patrimoniale et symbolique et de l'absence de projet d'équipement public adapté à l'édifice, le Conseil municipal a prononcé son déclassement du domaine public le 7 octobre 2013. Il appartient désormais au domaine privé communal.

Par délibération en date du 7 octobre 2013, le conseil municipal avait approuvé la vente de ce bien à deux acquéreurs qui ont renoncé à leur projet faute d'obtention des financements nécessaires. Le conseil municipal a pris acte de cette renonciation lors de sa séance du 6 novembre 2014 et un protocole transactionnel tripartite a été signé en vue d'acter la résiliation de l'accord.

Il est en conséquence proposé de procéder à une nouvelle mise en vente de l'immeuble et de privilégier la sélection d'un acquéreur porteur d'un projet alliant une réhabilitation de qualité de l'immeuble à un programme concourant à la promotion et la dynamisation qualitative du centre-ville.

Dans cet objectif, il est envisagé de procéder à une mise en vente publique soumise à l'avis de la commission consultative communale des cessions immobilières, conformément au règlement des cessions adopté par le conseil municipal, dans le cadre d'une consultation organisée en deux phases :

- une première phase de dépôt de candidatures à l'issue de laquelle trois acquéreurs potentiels seront sélectionnés (calendrier prévisionnel : à partir de janvier 2015),
- une deuxième phase d'analyse de l'intérêt et de la faisabilité des projets sélectionnés, intégrant des négociations avec les trois candidats présélectionnés à l'issue de la première phase (calendrier prévisionnel : avril 2015).

La présente délibération a pour objectif de définir les conditions essentielles de la procédure relative à la 1<sup>ère</sup> phase de la consultation.

Ces principales conditions sont les suivantes :

- ouverture au public de la cour d'honneur, du salon voûté et peint en rez-de-chaussée et de l'ancienne salle des mariages, a minima pendant les journées du patrimoine, cette condition étant un critère de recevabilité des candidatures,
- respect des prescriptions du plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé,
- possibilité de proposer un projet portant sur une affectation unique ou une pluri-affectation des espaces sur la base d'un programme ouvert.

Les trois projets seront sélectionnés sur les principaux critères suivants :

- références et moyens : notamment composition et références de l'équipe de maîtrise d'œuvre, lettre de confort bancaire d'un établissement bancaire notoirement solvable (4 points),
- respect des qualités architecturales et contraintes patrimoniales de l'immeuble et intégration dans le site (6 points),
- qualité et synergie du programme proposé au regard des actions de la Ville, notamment culturelles et économiques (7 points),
- conditions d'ouverture au public (3 points).

A l'issue de cette première phase de consultation, la commission consultative communale des cessions immobilières établira un classement des candidatures au regard des critères de sélection définis et retiendra trois candidats admis à présenter un projet complet et une proposition de prix de cession.

Le cahier des charges de la 2<sup>e</sup> phase de consultation posera principalement, en complément des conditions initiales, des conditions techniques précises qui s'appuieront notamment sur le résultat des fouilles archéologiques que la Ville aura réalisées, ainsi qu'un prix d'acquisition plancher au regard des programmes proposés lors de la première sélection.

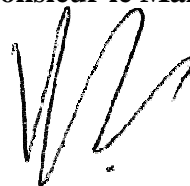
**En conséquence, il est proposé au conseil municipal :**

- de décider de la mise en vente de l'hôtel Richer de Belleval ;
- d'autoriser le lancement de la consultation en vue de sa mise en vente telle que décrite précédemment ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire,**

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes, likely representing the name Philippe Saurel.

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18 décembre 2014**